

## LES FAITS MARQUANTS DE L'AWG-LCA 14 ET DE L'AWG-KP 16: SAMEDI 1 OCTOBRE 2011

La Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques a repris ses travaux samedi matin à Panama City avec deux plénières d'ouverture: la plénière d'ouverture de la troisième partie de la 16<sup>e</sup> session du Groupe de travail spécial sur les nouveaux engagements des parties visées à l'Annexe I, au titre du Protocole de Kyoto (AWG-KP), et la plénière d'ouverture de la 14<sup>e</sup> session du Groupe de travail spécial sur l'action concertée à long terme, au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

Dans l'après-midi, le groupe de contact de l'AWG-LCA et le groupe de contact de l'AWG-KP sur les nouveaux engagements des parties visées à l'Annexe I se sont réunis. Des groupes informels dans le cadre de l'AWG-LCA ont travaillé sur le transfert de technologie et sur l'Examen.

### CÉRÉMONIE DE BIENVENUE

Ouvrant la session, le Secrétaire exécutif de la CCNUCC, Christiana Figueres, a demandé aux parties de résoudre à Panama, les divergences qui persistent, afin de faciliter un accord à Durban. Elle a mis en exergue les progrès accomplis sur la conception du Fonds vert pour le climat (FVC) et sur le Comité exécutif de la technologie (CET), mais a souligné la nécessité des progrès sur le suivi, la notification et la vérification (MRV), ainsi que sur l'Examen. Figueres a relevé le peu de temps encore disponible pour les négociations dans le cadre du Protocole de Kyoto et a déclaré que Durban devra examiner les nouveaux engagements des pays développés au titre du Protocole, ainsi que l'évolution du cadre d'atténuation pour les pays développés et les pays en développement, au titre de la Convention.

Roberto Henríquez, Ministre des Affaires étrangères du Panama, a souhaité la bienvenue aux participants, et a observé que cette réunion constitue une petite, mais significative étape, vers l'objectif global de trouver une solution aux changements climatiques. Il a souligné que la CdP 17 devra aboutir à des réalisations importantes, y compris l'adoption d'une deuxième période d'engagement au titre du Protocole de Kyoto, et des décisions pour la réalisation des objectifs du Plan d'action de Bali (PAB).

### PLÉNIÈRE D'OUVERTURE DE L'AWG-KP

**QUESTIONS D'ORGANISATION:** Ouvrant la session de reprise de l'AWG-KP, Adrien Macey (Nouvelle Zélande), président de l'AWG-KP, a présenté la note de scénario sur la troisième partie de la 16<sup>e</sup> session (FCCC/KP/AWG/2011/5). Il a suggéré la reprise des cinq sous-groupes sur: les nouveaux engagements des parties visées à l'Annexe I; l'utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie (UTCATF); le mécanisme de flexibilité; les autres questions; et les conséquences potentielles. Il a indiqué que des consultations informelles se tiendront sur l'opportunité de réunir un groupe sur les questions juridiques. Les parties ont approuvé l'organisation des travaux.

Macey, président de l'AWG-KP a mis l'accent sur la nécessité de définir la nature et le contenu des règles pour la deuxième période d'engagement du Protocole de Kyoto, ainsi que son lien avec le résultat de l'AWG-LCA.

**DÉCLARATIONS PRÉLIMINAIRES:** L'AFRIQUE DU SUD a présenté un rapport sur les consultations informelles tenues à la veille de Durban, en mettant l'accent sur les efforts visant à assurer la transparence et l'implication de tous. À propos des principaux défis pour Durban, elle a souligné une décision sur une deuxième période d'engagement du Protocole de Kyoto qui est liée au statut juridique et à la forme du futur régime des changements climatiques. Elle a mis l'accent sur les vues exprimées lors des consultations, notamment: un mandat possible pour un processus vers un accord global juridiquement contraignant, avec des échéanciers et des étapes négociés; que l'Examen pourrait constituer un vecteur de progrès vers un accord juridiquement contraignant; et la nécessité de bâtir la confiance par le biais des règles de MRV claires.

L'Argentine, au nom du G-77/CHINE, s'est dit préoccupée par l'absence de progrès dans le cadre de l'AWG-KP, soulignant que la volonté politique constitue la clé pour l'établissement d'une deuxième période d'engagement. Il a également appelé à combler le grand fossé entre les promesses de réduction des émissions des pays développés et les exigences scientifiques, l'équité et la responsabilité historique.

La République démocratique du Congo, au nom du GROUPE AFRICAÏN, a souligné que l'accord sur une deuxième période d'engagement est «absolument essentiel», et a observé que Durban doit aboutir à un résultat juridiquement contraignant dans le cadre de l'AWG-KP.

La Pologne, au nom de l'UNION EUROPÉENNE (UE), a réitéré leur volonté à considérer une deuxième période d'engagement au titre du Protocole de Kyoto. Il a souligné la nécessité de préserver à Durban, l'approche basée sur les règles multilatérales.

L'Australie, au nom du GROUPE DE COORDINATION, a souligné la nécessité de conclure à Durban, un accord ambitieux susceptible d'améliorer les ambitions au fil du temps. Elle a déclaré que le Protocole de Kyoto seul ne peut pas résoudre la question des changements climatiques, et a souligné la nécessité d'un accord global qui inclut tous les grands émetteurs.

La Gambie, au nom des PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA), a mis en relief la nécessité de résoudre les questions en suspens, afin de permettre l'adoption d'une deuxième période d'engagement. Il a également souligné la nécessité de veiller à éviter tout décalage entre la première période d'engagement et les périodes d'engagement à venir.

Monaco, au nom du GROUPE POUR L'INTÉGRITÉ ENVIRONNEMENTALE (GIE), a souligné l'importance des progrès sur les questions techniques telles que l'UTCATF, la traduction des promesses de réduction des émissions en objectifs quantifiés de limitation et de réduction des émissions (QERLO), le report des surplus d'unités de quantités attribuées (UQA) et les mécanismes de flexibilité.

Soulignant que Durban devra aboutir à une deuxième période d'engagement au titre du Protocole de Kyoto, la Grenade, au nom de l'ALLIANCE DES PETITS ÉTATS INSULAIRES (AOSIS), a appelé à l'amélioration de l'efficacité du Protocole de Kyoto par l'élimination des échappatoires, et a demandé d'assurer sa continuité en adoptant à Durban, un amendement qui sera appliqué provisoirement en attendant son entrée en vigueur.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée, au nom de la COALITION DES NATIONS DE RAINFOREST, a plaidé pour des règles sur l'UTCATF qui permettent d'assurer une comptabilité précise sur les terres, et des limites dans l'utilisation des surplus d'UQA. Elle a souligné le rôle possible de REDD+ pour compléter les efforts nationaux d'atténuation des pays développés, et pour soutenir les efforts des pays en développement dans le domaine de la gestion durable des forêts.

L'Égypte, au nom du GROUPE ARABE, a déclaré qu'une deuxième période d'engagement au titre de l'AWG-KP est «fondamentale», et a réitéré que toutes tentatives visant à empêcher un accord seront préjudiciables aux pays en développement.

La Bolivie, au nom de l'ALLIANCE BOLIVARIENNE POUR LES PEUPLES DE NOTRE AMÉRIQUE (ALBA), s'est opposée à la formation d'un sous-groupe sur les questions juridiques, car cela pourrait conduire à un «vide juridique», en donnant à certains pays, la possibilité de se retirer des accords à venir.

Samoa, au nom du DIALOGUE DE CARTAGÈNE, a souligné la nécessité pour la réunion de Panama, de livrer un travail technique sérieux sur les principaux éléments de l'ensemble des décisions de Cancun et d'un dialogue «candide» sur l'avenir du Protocole de Kyoto et sur un accord juridiquement contraignant.

L'Association internationale pour l'échange de droits d'émission (IETA), au nom de BUSINESS AND INDUSTRY, a souligné le succès du Mécanisme de développement propre (MDP), déclarant qu'il ne faudrait pas abandonner ce Mécanisme à la déchéance uniquement pour des raisons politiques.

Climate Action Network, au nom des ONG DE L'ENVIRONNEMENT (ONGE), a appelé les parties à éliminer les failles susceptibles de compromettre les réductions des émissions, telles que l'UTCATF, et à assurer la comparabilité des engagements de réduction des émissions de l'Annexe I.

La Pan-African Climate Justice Alliance, au nom des ONGE, a déploré le refus de certains pays visés à l'Annexe I, d'inscrire leurs objectifs pour la deuxième période d'engagement, soulignant que les promesses et le cadre d'examen ne peuvent pas remplacer le Protocole de Kyoto.

La Fundación para la Promoción del Conocimiento Indígena, au nom des peuples autochtones, a appelé à des initiatives sur la question des changements climatiques pour examiner la pleine participation effective des peuples autochtones, y compris le libre consentement préalable en connaissance de cause, et veiller à ce que le FVC et REDD+ respectent et soutiennent les droits des peuples autochtones.

### **PLÉNIÈRE D'OUVERTURE DE L'AWG-LCA**

Ouvrant la reprise de la session de l'AWG-LCA 14, Daniel Reifsnnyder (E-U), président de l'AWG-LCA, a appelé les parties à œuvrer à l'élaboration d'un projet de texte de décision couvrant tous les éléments de l'AWG-LCA.

Christiana Figueres, Secrétaire exécutif de la CCNUCC, a présenté un aperçu des réunions tenues par le Comité de transition chargé de la conception du FVC, et a relevé des progrès satisfaisants. Elle a également présenté un rapport sur la première réunion du CET tenue à Bonn, Allemagne.

La BOLIVIE a parlé de l'évènement «Jour de la participation citoyenne» qui a eu lieu du 16 au 18 septembre et qui a rassemblé 3000 représentants de la Communauté andine des Nations.

Pour ce qui est du financement de démarrage rapide, Reifsnnyder, président de l'AWG-LCA, a observé qu'un certain nombre de pays ont envoyé des soumissions (UNFCCC/CP/2011/INF.1) et a indiqué aux participants qu'une séance d'information aura lieu le 3 octobre.

**QUESTIONS D'ORGANISATION:** Se référant à l'organisation des travaux proposée (FCCC/AWGLCA/2011/10), le président Reifsnnyder a suggéré que le travail sera repris sur tous les éléments de fond établis lors de la deuxième partie de l'AWG-LCA en juin. Il a précisé que le travail de fond identifié par les modérateurs lors de la session de Bonn comprend une partie du travail des groupes informels, et que les points énumérés ne sont pas destinés à être normatifs. Les parties ont convenu de l'organisation du travail.

**DÉCLARATION D'OUVERTURE:** L'Argentine, au nom du G-77/CHINE, a souligné l'engagement du groupe à la réalisation du PAB et à la recherche des solutions appropriées aux questions non résolues à Cancun. Il a appelé les parties à assurer un processus transparent et inclusif, afin de produire des textes de négociation pour Durban.

La Suisse, au nom du GIE, a souligné la nécessité de partir de Panama avec un plan clair, et avec un «texte de négociation en main».

Le Venezuela, au nom de l'ALBA, a mis l'accent sur la réalisation des objectifs du PAB et des obligations légales, sans exceptions ou conditions.

La République Démocratique du Congo, au nom du GROUPE AFRICAÏN, a appelé à un résultat équilibré à Durban, basé sur la science, pour la mise en œuvre de la Convention et du Protocole

de Kyoto. Il s'est dit préoccupé par l'absence d'attention pour le Cadre d'adaptation, les sources et l'ampleur du financement, et pour les efforts d'atténuation comparables par toutes les parties visées à l'Annexe 1.

L'UE a déclaré que l'élaboration des textes des projets de décisions à Panama constitue la clé du résultat de Durban, et a appelé à œuvrer pour un cadre global juridiquement contraignant qui engage toutes les parties, y compris les grandes économies. Il a déclaré que «l'écart dans l'ambition» doit être résolu et a exhorté à l'élaboration d'un cadre de MRV solide, transparent et rigoureux. Il a ajouté que les discussions à Panama doivent être centrées sur la forme juridique, y compris les options pour Durban et une feuille de route pour atteindre l'objectif de 2°C.

L'Australie, au nom du GROUPE DE COORDINATION, a appelé à un cadre de changements climatiques global et efficace, et a souligné un ensemble d'éléments qui permettraient de progresser et d'assurer l'intégrité environnementale, notamment: la consultation internationale et l'analyse (CIA): la consultation internationale et l'examen (CIE); et le MRV. Elle a souligné, entre autres, les mesures d'atténuation ambitieuses par tous les grands émetteurs; l'application intégrale des accords de Cancun; l'élaboration d'un projet de texte de décision sur la CIE et la CIA, et les rapports biennaux.

L'Arabie saoudite, au nom du GROUPE ARABE, a souligné que l'adaptation aux changements climatiques implique à la fois l'adaptation aux impacts des changements climatiques, et l'adaptation aux impacts des mesures de riposte.

Grenade, au nom de l'AOSIS, a appelé les parties à finaliser la conception et l'opérationnalisation des fonctions essentielles des nouveaux mécanismes établis par les Accords de Cancun. Elle a souligné que l'amélioration de l'ambition d'atténuation devrait être une priorité et que les résultats de l'AWG-LCA devraient être reflétés dans un instrument juridiquement contraignant.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée, au nom de la COALITION DES NATIONS DE RAINFOREST, a proposé d'œuvrer à Durban à l'adoption d'une décision spécifique sur les options de financement pour la mise en œuvre intégrale des mesures axées sur REDD+.

Le Salvador, au nom du SYSTÈME D'INTÉGRATION DE L'AMÉRIQUE CENTRALE (SICA), a souligné la nécessité d'opérationnaliser le FVC à Durban. Il a demandé instamment d'éviter les processus parallèles qui pourraient marginaliser et exclure certaines parties de la CCNUCC.

La Gambie, au nom des PMA, a appelé à des discussions à Panama, pour poser les bases d'un résultat équilibré et juridiquement contraignant, qui s'appuie sur les mandats contenus dans les Accords de Cancun.

Le Belarus, au nom des ÉCONOMIES EN TRANSITION (EIT), a expliqué que les économies en transition rencontrent des difficultés dans leurs efforts vers une économie faible en carbone, et demande le soutien par le biais des meilleures pratiques.

### **GROUPES DE CONTACT ET CONSULTATIONS INFORMELLES**

**AWG-LCA:** Au cours du groupe de contact de l'après-midi, le président de l'AWG-LCA, Reifsnnyder, a proposé, et les parties ont accepté, de poursuivre le travail de l'AWG-LCA dans un

seul groupe de contact qui se réunira périodiquement pour «faire le point sur les progrès accomplis», tandis que les groupes informels examineront les questions de fond. Il a indiqué que les groupes seront organisés ainsi qu'il suit: vision commune, modératrice: Margaret Mukahanana-Sangarwe (Zimbabwe), vice-présidente de l'AWG-LCA; atténuation par les pays développés, co modérateurs: José Alberto Fernández Garibaldi (Péru) et Karine Herzberg (Norvège); mesures d'atténuation appropriées au niveau national (MAAN), co modérateurs: Fernández Garibaldi et Herzberg; REDD+, modérateur: Antonio Gabriel La Viña (Philippines); approches sectorielles et mesures sectorielles spécifiques, modérateur: La Viña; diverses approches, y compris les possibilités d'utilisation des marchés pour améliorer le rapport coût/efficacité de, et pour stimuler les mesures d'atténuation, modérateur: Giza Gaspar (Angola); mesures de riposte, modérateur: Crispin d'Auvergne (Saint Lucia); adaptation, modérateur: Kishan Kumarsingh (Trinidad et Tobago); finances, co-modérateurs: Georg Børsting (Norvège) et Suzanty Sitorus (Indonésie); transfert de technologie, modérateur: Jukka Uosukainen (Finlande); renforcement des capacités, modérateur: Uosukainen; Examen, modératrice: Margaret Mukahanana-Sangarwe (Zimbabwe), vice-présidente de l'AWG-LCA; options juridiques, modératrice: María del Socorro Flores (Mexique); et autres questions, modérateur: Kunihiko Shimada (Japon). Le président Reifsnnyder a proposé Burhan Gafoor (Singapour) comme modérateur pour les discussions informelles sur le niveau de l'ambition (paragraphe 36-38 et 48-51 des Accords de Cancun). La Chine a préféré que la question sur l'atténuation par les pays développés et sur les mesures d'atténuation appropriées au niveau national (MANN), soit examinée dans les groupes informels. Les consultations informelles se pencheront sur la manière d'avancer sur cette question. Les parties ont convenu que la première et la dernière sessions de chaque groupe informel seront ouvertes aux observateurs.

**NOUVEAUX ENGAGEMENTS DES PARTIES VISÉES À L'ANNEXE I (AWG-KP):** Adrien Macey (Nouvelle Zélande), président de l'AWG-KP, a ouvert le groupe de contact sur les nouveaux engagements des parties visées à l'Annexe I qui, a-t-il souligné, se concentrera sur les questions politiques et sur toutes questions transmises par les sous-groupes chargés des questions de fond. Il a suggéré d'examiner entre autres: dans quelle mesure sera-t-il possible de traduire les promesses en QERLO à Durban; comment aborder la question du niveau de l'ambition; inclure le niveau global de l'ambition, et amener les parties à passer d'un niveau bas au niveau le plus élevé de l'ambition; et comment aborder un décalage possible entre les périodes d'engagement, notamment par l'application provisoire d'un amendement.

Saint Lucia, au nom de l'AOSIS, a appelé à la traduction des promesses actuellement sur la table en QERLO, afin de permettre des progrès dans les discussions; l'amélioration de l'ambition en éliminant les failles dans le Protocole de Kyoto; l'application provisoire de «tout accord» sur une deuxième période d'engagement afin de résoudre la question de décalage; et l'examen des amendements qui en résulteraient.



L'UE a appelé à plus de clarté sur les engagements des parties, y compris sur le point de départ et sur la durée de la période d'engagement, qui sont indispensables pour déterminer les QELRO. Réaffirmant que leur position sur la deuxième période d'engagement n'a pas changé, le JAPON a souligné qu'il ne prendra pas d'engagement de réductions d'émissions dans le cadre d'une deuxième période d'engagement.

L'Australie a appelé au renforcement des règles comptables dans les deux voies de négociations des Groupes de travail spéciaux, et a mis en garde contre l'élaboration de deux séries de règles différentes. Elle a réitéré la nécessité de parvenir à un accord équilibré incluant tous les grands émetteurs, faute de quoi un écart entre les périodes d'engagement sera inévitable. Le Pérou a souligné l'importance d'une deuxième période d'engagement pour la préservation d'un système fondé sur des règles, plutôt qu'un système basé sur la promesse-et-l'examen.

La Nouvelle Zélande a réaffirmé qu'elle reste prête pour une deuxième période d'engagement dans le cadre d'un accord mondial complet qui contient des objectifs légalement contraignants de réductions d'émissions pour tous les grands émetteurs.

À propos du MDP, l'UE a expliqué que la demande pour les projets de MDP et des crédits de réduction des émissions se poursuivra en Europe, indépendamment d'une deuxième période d'engagement, et a suggéré que les discussions soient encadrées de manière plus constructive et visant la recherche d'une «continuité harmonieuse» dans le régime post-2012, plutôt que de souligner l'écart entre les périodes d'engagement.

Le Venezuela, avec le Brésil et la Bolivie, a souligné que le MDP ne peut pas fonctionner en dehors du contexte des QERLO, et par conséquent, sans une seconde période d'engagement. Le Venezuela a déclaré que le MDP a un précédent «honteux» sur les hydrochlorofluorocarbones (HCFC), qui augmentent la pollution. La Bolivie pour sa part a souligné ses expériences négatives avec des projets de MDP. Le Brésil et l'Inde ont exprimé leurs préoccupations face à la prolifération éventuelle de mécanismes bilatéraux et, avec la Chine, ont noté la valeur du MDP. Le Venezuela et le Nicaragua ont souligné que les pays ne devraient pas avoir la latitude de choisir seulement les éléments bénéfiques du processus multilatéral, tout en négligeant les éléments difficiles.

L'UE a reconnu qu'il existe des «possibilités d'amélioration» sur les crédits pour les HCFC-23 et a ajouté que ces derniers seront interdits en Europe dans un proche avenir. Il a également déclaré que la ratification d'une décision de Durban prendrait du temps, et a souligné la nécessité d'assurer la continuité. Le Japon a souligné les réalisations du MDP dans la promotion du développement durable dans les pays en développement.

Le président a déclaré que les discussions sur ces questions reprendront au cours du prochain groupe de contact.

**EXAMEN (AWG-LCA):** Dans le groupe informel sur l'Examen de l'objectif global à long terme, les parties ont discuté des moyens pour avancer en se basant sur les notes élaborées par le modérateur lors de la réunion de Bonn (FCCC/AWGLCA/2011/CRP.9), qui incluaient les observations des parties.

Certaines parties ont demandé que leurs observations soient mieux reflétées dans la note du modérateur, tandis que d'autres ont demandé la possibilité de fournir de nouveaux commentaires. Les parties ont convenu que le modérateur devra éliminer les répétitions, intégrer les nouvelles observations et les précédentes, et utiliser les notes révisées comme base de discussion lors de la prochaine réunion.

**TRANSFERT DE TECHNOLOGIE (AWG-LCA):** Le groupe informel sur le transfert de technologie s'est réuni dans l'après-midi. Trois propositions de projets de décisions des parties ont été présentées sur les éléments de la structure de gouvernance, les termes de référence du centre des technologies du climat (CTC) et les demandes aux organisations de faire des propositions pour accueillir le CTC.

Les parties ont ensuite procédé à l'examen des questions, notamment: la relation entre l'institution hôte et la CdP et le CET; les liens entre le CET et le CTC; les rôles respectifs du CTC et du réseau; et la fonction et la composition d'un groupe proposé de six membres sélectionnés pour l'examen des propositions de l'institution hôte. Les parties ont convenu que les projets de décisions seront intégrés dans un document compilé par le modérateur.

### DANS LES CORRIDORS

Au moment où les délégués se rendaient à la réception de bienvenue après leur première journée au Centre des conférences de l'ATLAPA, certains semblaient optimistes sur les progrès à accomplir à cette réunion. Ils parlaient de leur volonté à œuvrer à l'élaboration du projet de texte, soulignant l'atmosphère conviviale et collaborative des rencontres informelles de l'AWG-LCA sur l'examen et la technologie. Cependant, d'autres demeuraient absolument sceptiques. Comme l'a résumé un délégué: «beaucoup trop, trop peu, et trop tard». Tandis qu'un autre opinait qu'en «évitant la politisation des questions techniques, l'on pourrait accomplir des progrès significatifs vers Durban.

Dans le cadre de l'AWG-KP, de l'avis d'un vétéran du processus, les discussions de l'après-midi sur le rôle futur et le maintien du MDP ont révélé une tension encore plus grande au sein de l'AWG-KP. «D'un côté, les pays développés cherchent la clarté dans les règles d'engagement», a-t-il déclaré, «de l'autre, les pays en développement veulent un accord sur le niveau de l'ambition». Un autre négociateur chevronné s'est dit préoccupé de voir que les négociations sur le MDP «reflètent un recul par rapport aux progrès accomplis à Bangkok et à Bonn».

Vu l'importance de cette réunion qui constitue la dernière session de négociation avant Durban, la présidence entrante sud-africaine prévoit des consultations informelles sur les principaux résultats de Panama, ainsi que la tenue d'une session interactive ciblée, où les parties seront appelées à répondre à des questions spécifiques qui seront disponibles sur le site de la CCNUCC. Le ministre sud africain est attendu lundi pour des échanges avec les délégués et pour poursuivre les consultations. Certains ont vu en cela un indicateur de l'importance que les Sud-africains accordent aux consultations préalables à Durban, et de la nature critique de cette réunion pour les progrès à accomplir et pour les résultats substantiels à ramener de Panama à Durban.